

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

Rédaction: 11, rue Saint-Paul Ouest

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: LANCASTER 5361

A bâtons rompus

Aucune décision n'a été prise par le bureau exécutif de la Fédération Américaine du Travail contre le groupe Lewis qui favorise la formation d'unions industrielles en lieu et place des unions de métier. Il était question de suspendre tout simplement les onze unions internationales qui forment le groupe Lewis, cela aurait diminué d'autant la force numérique de la Fédération de près de la moitié de son effectif, un véritable désastre pour le Travail organisé; heureusement, les conseils des plus sages ont prévalu: il y aura, dit-on, des pourparlers entre les deux groupes et il est à souhaiter qu'on trouve un terrain d'entente. Il est un fait certain, c'est que les méthodes surannées du passé ne conviennent plus au développement industriel d'aujourd'hui et qu'une réforme s'impose dans le mode d'organisation de la classe ouvrière. Il est ridicule de voir dans la même industrie une douzaine d'organisations différentes, chacune réclamant juridiction sur une partie du personnel avec des conditions de travail se contredisant l'une l'autre.

Fait piquant: c'est que le président Green et le secrétaire Morrison de la Fédération Américaine du Travail, tout comme P.-M. Draper, le président du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, sont membres d'unions qui font partie du groupe qui favorise l'organisation industrielle. Si les unions dont ils sont membres sont suspendues par la Fédération Américaine du Travail, dans quelle position se trouveront-ils?

* * *

Plus de 6,000 vétérans se sont embarqués à Montréal, cette semaine, pour le pèlerinage à Vimy (France), où ils assisteront au dévoilement du monument érigé à la mémoire de 20,000 soldats canadiens qui ont fait le suprême sacrifice sur l'autel de la patrie, lors de la grande guerre; ils prendront l'engagement formel de se dévouer à faire régner la paix et d'éviter à la génération d'aujourd'hui de servir à son tour de chair à canon; ceux qui ont connu toutes les horreurs de la guerre sont particulièrement désignés à cette belle mission de faire régner la paix, leur voix puissante fera-t-elle réfléchir les potentats et vendeurs de munitions qui ne rêvent que massacres nouveaux? Nous le souhaitons de tout coeur. Nos meilleurs voeux accompagnent les pèlerins: bon voyage et heureux retour.

* * *

L'action libérale nationale ne présentera pas de candidats aux prochaines élections, vient de décider M. Paul Gouin, qui annonce en même temps sa retraite temporaire de la politique active, mais il se réserve d'aviser les électeurs pour qui ils devraient voter. Ainsi disparaît de la scène un groupe de jeunes qui promettait beaucoup et n'a réussi qu'à compliquer la situation politique dans le Québec. Comme la plupart de ses soldats avaient déserté les rangs, M. Gouin était devenu comme un général sans armée; même s'il avait présenté des candidats, cela n'aurait guère changé la situation, car la lutte se serait faite quand même et ce en dépit de toutes les déclarations, entre "rouges" et "bleus".

* * *

L'agence commerciale de la province de Québec à Londres serait fermée, paraît-il, ce serait une économie de \$50,000 par année; notre bureau d'agriculture à Londres ferait à l'avenir fonction d'agence commerciale. Nous nous demandons pourquoi on a attendu si longtemps pour fermer cette agence commerciale si elle ne rendait aucun service; mais, si, par contre, elle était utile à notre développement sur les marchés mondiaux, pourquoi on la supprime aujourd'hui. Les exigences politiques font faire bien des choses dans les temps troublés que nous traversons.

Au Conseil des Métiers et du Travail

L'assemblée du Conseil des Métiers et du Travail était plutôt morne, jeudi soir, malgré l'affluence de délégués qui étaient venus probablement pour apprendre quelque chose — qui ne s'est pas produit. L'assemblée était présidée par le président G.-R. Brunet, assisté des vice-présidents J.-E. Gariépy et Jack Cupello.

Le Conseil a reçu une délégation du Congrès de la Jeunesse d'Ottawa, conduite par M. Hart Daveney, président de cette association, qui est venue demander au Conseil d'envoyer un jeune délégué au Congrès de la Jeunesse, qui se tiendra à Genève, du 31 août au 7 septembre prochain.

Le Conseil a chargé son exécutif de questions assez importantes, entre autres, de faire l'étude d'un plan nouveau, avec l'idée d'établir une association pour la construction en Canada; considérer une résolution de l'Union des Employés de magasins, d'épicerie et de boucheries, demandant un amendement à la loi de fermeture à bonne heure dans les municipalités de Verdun, Westmount et Outremont — que les établissements de ce genre soient fermés pendant cinq jours à 6 heures du soir, et un jour à 1 heure, c'est-à-dire le samedi — 10,000 signatures ont déjà été obtenues de la part des citoyens de ces villes, favorables à des heures de travail plus courtes pour les commis.

L'exécutif aura aussi à décider le nombre de délégués devant représenter le Conseil des Métiers à la convention du Con-

grès des Métiers et du Travail du Canada qui sera tenue à Montréal le 8 septembre prochain. A ce sujet, le secrétaire Pelletier attire l'attention des délégués sur le fait qu'il était absolument nécessaire que les unions qui ont des billets en mains — dont le revenu sera affecté à défrayer les dépenses de la réception aux délégués visiteurs — de faire remise avant l'assemblée du 6 août, à laquelle huit (8) magnifiques prix seront attribués aux vainqueurs d'un tirage.

Les employés de bureaux demandent l'appui du Conseil, dans une campagne d'organisation. Les conditions de travail seraient, dit-on, des plus défavorables à ces travailleurs.

Ce à quoi l'on s'attendait est arrivé, mais pas exactement comme on l'anticipait. Le secrétaire donne lecture de la lettre de démission de M. Candide Rochefort, comme membre de l'exécutif, en vue des élections provinciales auxquelles il est un candidat, ce qui fut accepté. A ce moment, une question fut posée au président G.-R. Brunet, à l'effet de préciser si la rumeur était officielle qu'il se porterait candidat libéral dans le comté Sainte-Marie. M. Brunet répondit que jusqu'ici il n'y avait rien de décidé, il y avait certaines conditions à exiger et quand elles seront conclues, il suivrait l'exemple de M. Rochefort, déposant sa lettre de démission entre les mains du secrétaire du Conseil des Métiers et du Travail. L'incident fut clos et le Conseil s'ajourna, à 9 h. 40, au 6 août prochain.

OPINIONS.

Le salaire minimum pour tous

Il faut l'appliquer à tous les salariés de cette province, sans exception aucune, à tous ceux qui ne sont pas encore protégés par un contrat collectif. A quand la limitation des profits patronaux ?

Ici comme partout ailleurs, le salaire minimum s'imposait, non seulement pour les salariées, parmi lesquelles bien peu étaient syndiquées, mais pour les nombreux travailleurs du Québec non encore adhérents d'une union ouvrière et qui, par le fait de leur "isolement", ont été, jusqu'à ce jour, plus ou moins victimes de ce qu'on appelle, à tort ou à raison, la cupidité patronale. Et comment ces isolés n'auraient-ils pas été victimes de leur "insolidarisme" puisque les unionistes eux-mêmes, plus portés à la solidarité professionnelle, ne surent pas défendre leur "droit à la vie" contre des forces mauvaises qui, il y a quelques années, causèrent un schisme parmi les ouvriers organisés, constituèrent des organisations dites indépendantes et affaiblirent d'autant le mouvement ouvrier en général, le tout, bien entendu, au bénéfice des employeurs, sinon de complicité avec eux? C'est ainsi que les patrons, voyant les travailleurs se sectionner en unions rivales, s'empressèrent d'en profiter pour déclencher l'avilissement des salaires.

Aussi la proposition du nouveau gouvernement Godbout, tendant à un salaire minimum "complémentaire", a-t-elle été et de suite saluée avec une vive satisfaction par un grand nombre d'employés qui, actuellement, grâce au marché surencombré de la main-d'oeuvre, travaillent jusqu'à 70 heures par semaine à raison de 20 sous de l'heure ou à beaucoup moins en certains cas. Ce projet, récemment annoncé par l'hon. Edgar Rochette, ministre du Travail, et qui complètera heureusement la loi couvrant la Commission du Salaire Minimum des Femmes, comblera une lacune béante et mettra fin, espérons-le, à des abus qu'on ne saurait qualifier comme ils le méritent sans encourir les rigueurs du code. Non pas que le salaire minimum dont bénéficie à présent l'élément féminin de cette province soit suffisant en soi, à supposer qu'il soit strictement observé par tous les patrons, mais il n'en est pas moins un progrès marqué sur le régime antérieur, régime par quoi les salaires payés par certains employeurs étaient ni plus ni moins qu'une invite indirecte à la prostitution. Et il faut reconnaître, pour être juste, qu'il a obligé à de nombreuses et nécessaires "restitutions" de la part de patrons inscrupuleux. Tout de même, des abus persistent en dépit de la loi, ce qui s'explique par la simple constatation que sous le système du conservatisme économique qui est le fondement essentiel de notre démocratie, il ne saurait y avoir d'entraves sérieuses à la liberté néfaste de ceux qui ont la réputation de vouloir tout garder pour eux.

Néanmoins, ce "salaire minimum complémentaire", à l'édification duquel le patronat sera fatalement convié, comme dans le cas de celui des femmes, relèvera de nombreux salaires, par trop attentatoires à la dignité humaine, et atténuera en partie des abus, d'autres abus dont la plausibilité devrait plutôt relever de nos tribunaux correctionnels que de tout autre chose. De sorte que, dans un avenir rapproché, tous les salariés du Québec, sans distinction de sexe, se trouveront sous la protection de la loi du salaire minimum. Outre les travailleurs, qui en seront heureusement affectés, il se trouvera des patrons "humains" qui s'en réjouiront également. Quant aux autres employeurs, qui sont beaucoup plus nombreux qu'on ne pense, ils tourneront tout simplement la difficulté en faisant un maximum de ce nouveau minimum. Nous pourrions, à cet égard, citer des noms de femmes et de filles pour qui ce "minimum supérieur", c'est-à-dire celui attribué légalement aux plus expérimentées dans un atelier quelconque non syndiqué, est passé à l'état de maximum chronique et définitif. C'est ainsi que des patrons se sont "vengés" pour avoir été contraints d'élever le salaire des "commencantes". Peut-être n'y ont-ils pas beaucoup gagné au change, mais on peut présumer que, dans l'ensemble, cette déflation du salaire des expérimentées a été pour eux une bonne affaire, sans quoi...

Quelle imparfaite, cependant, que puisse être notre loi du salaire minimum actuelle, elle n'en pose pas moins, en loi et en fait, le grand principe de la "nécessité" de pourvoir, en échange d'un travail productif, aux besoins les plus immédiats de la classe laborieuse. Et son application aura encore plus de portée si ce salaire minimum en vient à toucher "tous" les salariés de cette province.

Mais ce ne sera là, en somme, qu'un premier pas de fait dans la bonne voie, même si la loi en perspective est rigoureusement observée par tous les intéressés. Le second pas à faire dans cette direction sera de limiter les profits patronaux à des proportions honnêtes, dans la mesure où peut être honnête un tribut prélevé sur le travail d'autrui pour la satisfaction d'égoïsmes particuliers; de scruter avec soin les capitalisations, de les passer à la loupe, au microscope; d'assécher ces capitalisations ballonnées, de les dégonfler, en un mot, de réduire le salaire du capital à sa plus simple expression. Alors on pourra, mais alors seulement, rétribuer "humainement" la main-d'oeuvre ouvrière, porter le bien-être matériel de la masse travailleuse à un niveau digne d'elle, assurer un commencement de sécurité économique qui ne soit pas un vain mot.

Quand tout le monde travaillera et que chacun sera désaffligé de cette "mort à crédit" qu'est le "souci du lendemain", la criminalité et la prostitution ne se présenteront plus à nous, avec la même ampleur qu'aujourd'hui, comme des maux nécessaires, comme des résultats fatales de ce qu'on est convenu d'appeler "le milieu ambiant." A des conditions économiques humanisées devra forcément correspondre une décroissance proportionnelle de cette "criminalité élargie" qui est la marque de fabrique, si l'on peut dire, de notre actuelle démocratie, le fruit amer de cette culture insensée de l'égoïsme individuel.

Georges Delpêque.

Les travailleurs doivent se joindre à l'union de leur métier.

Au Conseil des Métiers de la Construction

Le Conseil des Métiers de la Construction a fait de la bonne besogne, jeudi de la semaine dernière, sous la présidence de M. Louis Guérard, délégué de l'Union internationale des Plombiers, local 144. Les unions représentées étaient les électriciens, les charpentiers, les cimentiers, les peintres, les plombiers et les briquetiers. On se rappelle que le secrétaire Pierre Lefèvre avait été autorisé à faire part d'une protestation aux autorités municipales et de demander que les glacières et les maisons inoccupées soient sujettes à une inspection sévère. Le président de l'exécutif, M. J.-M. Savignac, a répondu au Conseil que des ordres avaient été donnés aux inspecteurs de voir à la démolition des glacières en mauvais état, ce qui évitera les accidents, comme il s'en est produit récemment.

La question éternelle des peintres est venue de nouveau devant le Conseil. Cette fois-ci, c'est le Builders' Exchange qui a l'affaire en mains; tout semble indiquer que la question sera réglée définitivement, que le salaire déjà fixé à 60 cents de l'heure par le contrat collectif sera rétabli. Une pétition a été adressée au ministre du Travail et celui-ci aurait répondu au corps patronal que la demande de restauration des prix soit signée par les trois parties contractantes et publiées dans la Gazette officielle de Québec, durant les 30 jours à venir.

Le cas des électriciens dont un arrêté en conseil du 30 mai dernier amendait le contrat, assimilant les classifications A et B à C, permettant à un électricien de travailler en permanence au compte des particuliers ailleurs que dans la construction pour l'installation électrique, à raison de \$22 par semaine, est venue également de nouveau devant le Conseil de Construction. Le Bureau des Examineurs de Québec aurait promis à une délégation qui a entrevu M. J.-N. Mochon à ce sujet, que l'arrêté ministériel en question serait de nouveau amendé afin de remettre les choses dans leur état antérieur, c'est-à-dire que le prix de 65 cents de l'heure sera payé aux ouvriers électriciens permanents ou non.

Le comité spécial chargé de faire une étude d'un projet de construction a été prié de bien vouloir se réunir au plus tôt et de commencer cette étude, car il est urgent, déclarent les délégués de l'Union des Plombiers, qu'un plan de construction soit élaboré et soumis aux autorités en la matière.

M. Pierre Lefèvre, représentant les métiers de la construction sur le comité paritaire, informe les délégués que les latteurs en bois ont été admis à faire partie du comité. Un entrepreneur peintre ayant été pris à faire travailler ses ouvriers plus de soixante heures par semaine, sera traduit en justice pour ce délit.

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL.—Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at the Mount Royal Hotel. President, G. R. Brunet, 7 Craig Street East; Corresponding Secretary, Jos. Pelletier, 7 Craig Street East.

UNION DES EMPLOYÉS DE TRAMWAYS DE MONTREAL. Local 790 — Association Amalgamée des Employés de tramways électriques et de Chauffeurs d'autobus d'Amérique. — Montreal Tramways Employees' Union, Local 790, Amalgamated Association of Street, Electric Railway, and Motor Coach Employees of America; Quartiers généraux — Headquarters: 1153, rue Saint-Denis, téléphone: LAncester 2703. Officiers — Officers: Gérard Gagnon, vice-président international; Gérard Gagnon, président; J.-Georges Gagnon, vice-président; J.-A. Philibert Coriveau, secrétaire-financier — financial secretary; Raoul Trépanier, agent d'affaires — business agent; Alberto Brodeur, trésorier — treasurer; John Alary, secrétaire-correspondant; Wilfrid Latour, sentinelle. Le Local se réunit le deuxième mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union de Commerce, 1079, rue Berri, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière, à 1153, rue Saint-Denis.

UNION DES TRAVAILLEURS EN CHAUSSURES. local 249 — BOOT AND SHOE WORKERS' UNION — S'assemble tous les vendredis du mois à 8 heures du soir, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, Paul Monette, 5739, Des Erables; 1er vice-président, Henri Belland, 6389, St-Laurent; 2e vice-président, Georges Roland, 5708, Delaroché; secrétaire-archiviste et correspondant, Noël Gervais, 2112, Wolfe; agent d'affaires et secrétaire-financier, C. McKecher, 1331, rue Sainte-Catherine Est, téléphone: Chérier 6511 (Privé: CL 6123); sentinelle, Arsène Leclair, 2289, Delorimier. L'exécutif s'assemble le 1er mercredi et le 3e mercredi de chaque mois, à 1331 rue Sainte-Catherine Est à 8 heures du soir. Président, Lionel Thibault, 4820, Cartier; secrétaire, Noël Poirier, 4102, rue Bordeaux.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL, DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTERS - MENUISIERS D'AMERIQUE — MONTREAL DISTRICT COUNCIL OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA. — Président, Estrus Secours; Vice-président, Ferdinand Doucet; Trésorier, Emery Lanthier; Secrétaire, Pierre Lefèvre; Gardien, L.-G. Bélaire; Agents d'affaires, Edouard Tonsalut et Jack Shears. Les assemblées sont tenues tous les mercredis soir à 8 heures, au Monument National, 1182, boulevard Saint-Laurent, chambre 10. Téléphone: LAncester 5754.

LOCALS AFFILIES
 U. L. 134, s'assemble tous les lundis soir au Monument National, chambre 15.
 U. L. 178, s'assemble le 1er et le 3e jeudi, au Monument National, chambre 10.
 U. L. 1127, s'assemble tous les lundis soir, au Monument National.
 U. L. 1244, meet the 2nd and 4th Thursday, at Monument National, Room 14.
 U. L. 1360, s'assemble le 1er et le 3e lundi, à 4030, rue Notre-Dame Ouest.
 U. L. 1375, s'assemble le 1er lundi, à 159, 1ère Avenue, Lachine.
 U. L. 1558, s'assemble le 1er vendredi, à 1651, rue Létourneux.
 U. L. des MEMBRES ASSOCIES, s'assemble le 2e et le 4e mardi, au Monument National, chambre 11.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTERS - MENUISIERS D'AMERIQUE, Local 134. — Président, F. Doucet, 1099, rue Cartier; vice-président, H. Trotter, 1501, rue Lafontaine, tél. Frontenac 1608; secrétaire-archiviste, Pierre Lefèvre, 1182, boulevard Saint-Laurent, chambre 10; secrétaire-financier, Edouard Larose, 1278, rue Beaubien, tél. Dollard 3288; secrétaire-trésorier, Ernest Tisdelle, 1316, rue Gifford. Le Local s'assemble tous les lundis soir, au Monument National, chambre 11.

FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE, Loge Ste-Marie No 231. Assemblées régulières 21ème et 41ème Vendredis de chaque mois dans la Salle de l'Assistance Publique, rue Lagauchoitière Est. Président, Henri Massé, 5054, Fabre; Vice-Président, Lionel Therrien, 1607, Slenard; Secrétaire-Archiviste et Correspondant, C. Miron, 5517, 11ème Avenue, Rosemont; Secrétaire-Financier, R. B. Lamarche, 4505, Delorimier, Chambre 7; Secrétaire-Trésorier, A. Bertrand, 2345 Aylwin; Guides: E. Denjger et O. Côté; Sentinelle, Alf. Berthiaume; Maître de cérémonies, Jos. Dufault; Gardien, Hector Dubuc. Comité local de protection: H. Vaillancourt, Président, 2494, Rouen, Tel. Frontenac 5560; Secrétaire, Geo. Gauthier, 5468, 121ème Avenue, Rosemont, Clairval 1314; C. Miron, 5517, 11ème Avenue, Rosemont, Clairval 6220; H. J. Limoges, 3973, Ste-Catherine Est, AMherst 0471; Jos. Cour, 4539, Delorimier, AMherst 9177; Alfred Gauthier, 2105, Préfontaine, FALKirk 1562.

des Examineurs et par l'Union. Il est d'une grande importance, de dire M. Charron, que les ouvriers de cette catégorie soient prêts à suppléer à la demande de main-d'oeuvre qui sera faite pour l'exécution des travaux, non seulement dans Montréal, mais aussi dans la province. On sait que M. Charron agit comme inspecteur des ouvriers en fer pour le comité paritaire. Il fit un exposé détaillé du travail qu'il est chargé d'accomplir. Il mentionne que plus de vingt poursuites ont été prises contre des patrons réfractaires au contrat collectif. L'Union doit donc se préparer à faire face à toutes les éventualités, en encourageant les gens du métier à joindre l'union dans l'intérêt collectif de tous. De fait, encore une quinzaine de recrues furent admises sur la liste des associés; au fur et à mesure que celles-là auront de l'emploi elles seront transférées sur la liste des bénéficiaires de l'Union.

A discussion took place in the High Council of Labor of Holland on the Bill with regard to barriers to the employment of women. Among the most important fundamental principles of this is (1) the prohibition of the employment of young girls under 16 years of age in factories, workshops and offices; and (2) save for certain exceptions, the possibility of prohibiting all women workers from doing certain types of work in factories, workshops and offices. The first motion was carried by 20 votes to 19; in the case of the second the voting was equal (20 for and 20 against).

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French or English language). The following organizations comprise Council: Typographical Union No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union, No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 91; Photo Engravers' Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union, No. 33; Amalgamated Lithographers of America, No. 27. President, Joseph Pelletier; Vice-President, Walter Forrest; Recorder, A. F. Ricard; Secretary-Treasurer, James Phillip, Room 12, 408 St. James Street West. Executive: M. Pike; J. A. Ricard, John Moore, Auditors: A. Quéry, H. Pettit, J. Kelly. Telephone: MARquette 7480. Council meets Second Tuesday of each month at 7 Craig Street East.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176 — Meets first Saturday of each month at the Mount Royal Hotel. Thomas Robertson, President, 3541 Van Horne Avenue; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 405 — 455 Craig Street West. Business hours: 9:00 a.m. to 5:00 p.m. Saturday, 9:00 a.m. to 1:00 p.m. Telephone: MARquette 7489.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145 — Assemblée le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union de Commerce, 1079, rue Berri. Président: J.-W. Blaquière, 7117a, rue Christophe-Colomb, téléphone: CR 3860; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3592, rue Dorion, téléphone: AMherst 7034.

FRATERNITE DES PEINTRES, DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE, Local 349. — Assemblées 2e et 4e lundis au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, J.-E. St-Laurent, 9050, rue Notre-Dame Est; vice-président, N. Martel, 1846, rue Cartier; secrétaire-correspondant, A. Gauthier, 1155, rue Beaudry; secrétaire-financier, Raoul Gervais, 2585, boulevard Gouin; trésorier, L.-P. Bois-selle, 4651, rue Delorimier; conducteur, Jos. Renaud; gardien, Jules Boulet, 1465, rue Champlain; auditeurs: A. Boisjennu, 4621, rue Colonial, E. Desève, 6631, rue Saint-Dominique, Jos. Chartrand.

THEATRICAL FEDERATION OF MONTREAL AND VICINITY

AMERICAN FEDERATION OF MUSICIANS. Local No. 406 — Telephone: PLateau 5200. Stewart Dunlop, Président; Edward Charrette, Secretary. Office address: Room 11, Mount Royal Hotel. Meets First Monday each month, 10 A.M., Mount Royal Hotel.

THEATRICAL STAGE EMPLOYEES LOCAL UNION No. 56. — Meets 11:30 P.M. Every 1st Tuesday each month at the Mount Royal Hotel. P. J. Ryan, Président; F. W. Cooper, Secretary. Office address: Room No. 4, 1242 McGill College Avenue. Telephone: LAncester 2753. P. O. Box 336, Station "B."

MOVING PICTURE PROJECTIONISTS LOCAL UNION No. 262. — P. J. Ryan, Président; E. Lamy, Secretary. Office address: Room 32, Bank of Montreal Bldg., 1260 University St. Telephone: PLateau 5562. Meets Second Wednesday of each month at 11:30 P.M. in the Mount Royal Hotel.

UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS-COIFFEURS D'AMERIQUE, Local 455 — de Montréal. S'assemble le troisième mardi de chaque mois, au bureau de l'union, 254, Sainte-Catherine Est, chambre 11. Président, Bruno Roy; secrétaire-archiviste, A. Millard; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, Frank Giroux, 254, Ste-Catherine Est, chambre 11. Heures de bureau: APRES-MIDIS, mercredi de 2:30 à 4:00, vendredis de 2:30 à 2:45, SOIRS, les mardis et ceux du premier et du dernier de chaque mois, de 7:30 à 8:30. Samedis, le bureau est fermé.

UNION DES RELIEURS, Local 91. — Assemblée tous les 1er et 3e mercredis de chaque mois, à la salle de l'union, 7, rue Craig Est, à 8 heures du soir. Président, J.-A. Julien; secrétaire-financier et agent d'affaires, Jos. Pelletier, 7, rue Craig Est, téléphone: LAncester 2726.

UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PIERRE DE MONTREAL. — Assemblées tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, à 8 heures du soir, à la salle des Cordonniers, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, A. Laurin, 7370, rue Drolet; secrétaire-correspondant, J.-L. Longpré, 2440, rue Sainte-Catherine Est.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTERS - MENUISIERS D'AMERIQUE, Local 1558, Maisonneuve. — Assemblée le 1er vendredi du mois au No 1651, rue Letourneux, temple des Buffalo. Président, J.-A. Chamberland, 1526, rue Saint-Germain; vice-président, Aram Houlé, 4596, rue Lafontaine; secrétaire-archiviste et correspondant, Charles Thibault, 2611, rue Bourbonnière; secrétaire-financier et trésorier, J.-N. Corbell, 2444, rue Montsabrè; conducteur, Laurent Durand, 5223, rue Papineau; gardien, Emile Laliberté, 1895, rue Chamby; syndics: Aram Houlé, Philiass Massé, O. Proulx. Délégués au Conseil de District: J.A. Archambault, P. Massé.

WOOD, WIRE & METAL LATHERS, Local 315 of Montreal. — Meets every 2nd Wednesday at 1182 St. Lawrence Blvd. (Monument National), room 15. Frank Horan, Financial Secretary, 3653 Park Avenue, Telephone: HARbour 4467.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec
JOSEPH AINEY, Surintendant Général
FRANCIS PAYETTE
 Assistant Surintendant Général
 Heures de bureau: 9 h. a.m. à 4 1/2 p.m.
HOMMES: 90, rue Saint-Jacques Est
 PLateau 6181 — Local 228
SECTION "COMMERCE ET BUREAU"
 95, rue Notre-Dame Est
 PLateau 6181 — Local 226
HOMMES: 6552, boulevard Saint-Laurent
 CRescent 4758
FEMMES: 1110 rue Stanley
 PLateau 8315 — 8317
FEMMES: 1560, rue Beaudry
 Chérier 3148
FEMMES: 6552, boulevard Saint-Laurent
 Dollard 1918

Nous plaçons gratuitement les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers. Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, bonnes places pour domestiques, hommes et femmes, Ingénieurs, chauffeurs, débardeurs et terrassiers, commis et sténographes. Les propriétaires et les agents de chantiers sont tout spécialement invités à présenter leurs demandes au Bureau Provincial.

LA LOI FEDERALE DU LOGEMENT

Il est porté à notre connaissance que la loi fédérale du logement favoriserait plus la construction des maisons dispendieuses, par conséquent elle n'atteint pas l'objectif pour lequel elle a été décrétée. Cette loi a été adoptée pour encourager la construction de logements ouvriers. On constate que, sur les \$300,000 qui se dépensent actuellement en constructions nouvelles, il y a seulement \$116,000 de permis enregistrés à la ville pour des résidences et ces fonds ont été obtenus en vertu de la loi fédérale du logement. On se servirait, paraît-il, de l'argent du gouvernement d'Ottawa pour construire des logements dans l'Ouest de la ville qui seront loués, selon toutes probabilités, à des prix exorbitants, ce qui nous prouve que la législation du pouvoir central est plutôt faite pour favoriser l'érection de logements dispendieux. Nous sommes à peu près bien convaincus que la législation fédérale ne favorise pas du tout la classe ouvrière, qu'elle aurait dû s'étendre à la réparation des maisons qui sont inhabitables plutôt que d'être restreinte aux constructions dont le loyer sera peut-être de \$60 à \$70 par mois. Il est admis par les autorités municipales que des milliers de dollars pourraient être employés à la réfection de vieilles propriétés des quartiers ouvriers, afin de les rendre habitables. On reconnaît que cela améliorerait considérablement les conditions d'habitation et que la loi fédérale serait bien mieux désignée comme une mesure propre à diminuer le chômage, relevant les conditions d'existence des ouvriers de la construction de la métropole. Comme l'on sait, le Conseil des Métiers et du Travail de Montréal s'est prononcé déjà en faveur de la disparition des taudis et de la réfection en neuf des portions entières de quartiers. Les besoins de la classe ouvrière sont tellement grands, que si les fonds fédéraux étaient utilisés uniquement dans le but d'améliorer les conditions de salubrité de nos habitations ouvrières, on en retirerait un grand bien et beaucoup de travail pour la population ouvrière de Montréal.

L'ETIQUETTE DE L'UNION

Le mouvement de propagande inauguré, il y a quelques mois, par la Ligue de l'Étiquette unioniste donnera de bons résultats comme on peut le voir. On apprend que plusieurs manufacturiers de chapeaux pour hommes ainsi que des manufacturiers de chaussures ont été approchés par les officiers de la Ligue, sur le projet en question et se sont montrés très intéressés, ce qui laisse à espérer une brillante réussite. Pour obtenir un résultat sûr et stable de ce mouvement on sait que le devoir des unionistes de tous les métiers sans distinction est d'encourager de préférence l'achat de produits revêtus de l'étiquette de l'union. Cette propagande, pour qu'elle soit efficace, il faudrait nécessairement, au sein des unions intéressées, que les membres comprennent la nécessité d'encourager le travail organisé international.

LES COMMIS VEULENT DES HEURES PLUS COURTES

Le 7 du mois courant, avait lieu à Verdun, à la salle Wood Hall, une assemblée importante des commis de magasins d'épicerie et de boucheries, sous les auspices de la nouvelle union fédérale des employés de magasins, affiliée au Congrès des Métiers et du Travail du Canada. Comme il a été rapporté au Conseil des Métiers et du Travail, à sa dernière séance, par le délégué de l'union, M. Morris Boxer, que 90 pour cent des marchands de Verdun seraient favorables à un règlement municipal pour limiter les heures de travail, le but de l'assemblée était d'attirer l'attention des autorités municipales de cette dernière ville sur le fait que les employés de magasins, de toutes catégories, demandaient un nouveau règlement de fermeture de bonne heure. Il a été admis par les intéressés, au cours des discours, que les commis devaient travailler même quand l'heure de fermeture des magasins était arrivée, alors que les clients ne sont plus admis. Parmi les orateurs qui adressèrent la parole on remarquait M. l'échevin Wilson, M. Jack Cuppello, vice-président du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal, Albert Roy, vice-président de l'Union internationale des Ouvriers en fourrures et Morris Boxer, secrétaire de l'Union des Employés de magasins. Ce dernier affirma qu'à date, 95 pour cent des marchands de Verdun sont prêts à accepter un règlement favorable à des heures plus courtes. L'Union compte déjà 80 pour cent des employés de magasins, qui sont en faveur d'un nouveau régime, c'est pourquoi ils se sont organisés. On est à faire circuler des lettres pour le public à ce sujet, dit-il, celles-ci se couvrent rapidement de signatures nouvelles favorables au mouvement des commis de magasins. Dans un discours pondéré, l'échevin Wilson déclara que les demandes des commis étaient justes; pour sa part, il se fera un plaisir et un honneur de soumettre lui-même une proposition à l'effet que les demandes des employés de magasins soient ratifiées par le conseil municipal de Verdun. Comme l'on sait, MM. Jack Cuppello et Albert Roy étant des dirigeants connus du mouvement ouvrier dans Montréal, il va sans dire que leurs discours ont porté sur la nécessité encore plus grande de s'organiser plus étroitement, pour obtenir ce qui est absolument juste et raisonnable pour les employés de magasins dans les circonstances actuelles.

LES TRAVAILLEURS EN FER, L. 307

Une nombreuse assemblée eut lieu mercredi dernier de l'Union des Travailleurs en fer structural, local 307, à la salle du Café St-Jacques, sous la présidence de M. H. Lajeunesse, assisté du secrétaire E. Sénécal et de l'agent d'affaires, J.-A. Charron. Ce dernier traita particulièrement des travaux où le fer est indispensable dans la haute construction. Les ouvriers de ce métier doivent, s'ils veulent profiter de cette activité qui est en cours, se tenir près de l'union. Les salaires et les conditions de travail qui sont fixés par le contrat collectif de travail de la construction sont destinés à être payés à ceux qui détiennent une carte de compétence, émise par le Bureau

Loi des Pensions de Vieillesse pour la Province de Québec

(Sanctionnée le 10 juin 1936)

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des pensions de vieillesse, de Québec*.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut conclure toute convention avec le gouverneur général en son conseil relative à un système général de pensions de vieillesse, dans cette province, conformément aux dispositions de toute loi du Parlement du Canada, déjà édictée ou qui pourra l'être concernant les pensions de vieillesse, et des règlements adoptés en vertu de toute telle loi, et pour le paiement trimestriel par le gouvernement du Canada à la province d'un montant égal à soixante-quinze pour cent ou plus de la somme nette versée par la province pour pensions de vieillesse, durant le trimestre précédent, en vertu des dispositions de la présente loi.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le paiement de pensions de vieillesse aux personnes désignées et selon les conditions statuées par toute loi du Parlement du Canada, déjà édictée ou qui pourra l'être relativement aux pensions de vieillesse et par les règlements adoptés en vertu de toute telle loi.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux fins de la présente loi, nommer un officier pour chaque municipalité de comté ou pour un groupe de municipalités de comté ou pour tout autre territoire défini.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi créer une commission, composée de trois membres, désignée sous le nom de "Commission des pensions de vieillesse, de Québec", laquelle commission siège et tient ses séances à l'endroit ou aux endroits, dans la province, que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine.

L'un des membres de la commission est nommé président et un autre président suppléant par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Dans le cas d'absence du président ou de son incapacité d'agir, le président suppléant exerce les attributions du président.

Lorsque le président suppléant a agi pour le président il est présumé avoir ainsi agi en l'absence ou à cause de l'incapacité d'agir du président.

La commission décide à la majorité des voix, et, s'il y a partage des voix, le président a un vote prépondérant. Deux commissaires forment quorum.

Au cas de vacance ou de vacances, parmi les membres de la commission, par décès, destitution ou autrement, ladite commission n'en est pas pour cela dissoute, mais le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer une ou d'autres personnes pour remplir toute telle vacance ou vacances.

6. La rémunération des officiers et des commissaires nommés en vertu des articles qui précèdent est celle que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine et les dispositions de l'article 15 de la présente loi s'appliquent au paiement de telle rémunération.

7. La demande de pension en vertu de la présente loi doit être adressée en première instance au conseil municipal de la municipalité dans laquelle le requérant réside, suivant les formalités et avec telle preuve que les règlements peuvent prescrire, et le secrétaire-trésorier de ladite municipalité, ou tout autre officier désigné à cette fin par ledit conseil municipal, transmet sans délai telle demande, avec tous les documents qui l'accompagnent, à l'officier visé par l'article 4 de la présente loi lequel doit, après enquête, faire une recommandation par écrit sur telle demande et la transmettre, avec toutes les pièces et documents s'y rapportant, à la Commission des pensions de vieillesse, de Québec.

Lorsque le requérant réside dans un territoire non organisé de cette province, sa demande de pension est adressée en première instance à l'officier susmentionné visé par l'article 4 de la présente loi lequel, subséquemment, procède sur icelle en la manière indiquée dans l'alinéa précédent.

Pour les fins d'une telle enquête, l'officier possède et exerce tous les pouvoirs conférés à un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1925, chapitre 8).

8. La commission des pensions de vieillesse de Québec décide de toutes les demandes de pension en vertu de la présente loi et ses décisions sont finales, mais ladite commission peut reconsidérer toute décision et rescinder, changer ou modifier toute ordonnance rendue antérieurement en vertu de la présente loi.

La décision de ladite commission, accordant ou refusant une demande de pension ou rendue sur

toute reconsidération d'icelle, est communiquée immédiatement, par avis écrit, au ministre et au requérant.

9. Toute pension accordée en vertu de la présente loi est exempte des taxes provinciales et municipales et elle est incessible et insaisissable.

10. 1. Lorsqu'un pensionnaire est propriétaire d'un intérêt dans une maison d'habitation où il réside et que le ministre, pour la couronne aux droits de la province, accepte un transfert à lui fait de cet intérêt, la pension payable au pensionnaire n'est soumise à aucune réduction relativement à la valeur annuelle de cet intérêt, mais le ministre peut, lors du décès du pensionnaire ou lorsqu'il a cessé de se servir de cette maison d'habitation comme lieu de résidence, vendre l'intérêt du pensionnaire dans tel immeuble et retenir, à même le produit de cette vente, le montant de tous les versements effectués au pensionnaire à titre de pension en plus de la somme qu'il aurait reçue si ledit intérêt n'eût pas été transporté au ministre, ainsi que l'intérêt sur lesdits versements au taux de cinq pour cent par année capitalisé annuellement.

2. Le ministre a le droit de recouvrer à même la succession d'un pensionnaire décédé, à titre de dette payable par ce dernier à la couronne, la somme des versements de pension remis au pensionnaire, de temps à autre, ainsi que l'intérêt au taux de cinq pour cent par an capitalisé annuellement.

3. Nulle réclamation ne doit être faite par le ministre pour le recouvrement de cette dette, directement ou indirectement, à même une partie quelconque de la succession d'un pensionnaire qui échoit par testament ou *ab intestat* à tout autre pensionnaire ou à une autre personne qui, depuis la concession de cette pension ou pendant les trois dernières années durant lesquelles cette pension a été payée, a régulièrement contribué au soutien du pensionnaire par versements d'argent ou autrement, dans une mesure que le ministre juge raisonnable en tenant compte de la situation financière de celui qui a ainsi contribué.

11. 1. L'avis de l'octroi d'une pension à toute personne peut être enregistré au bureau d'enregistrement qu'il appartient, et doit faire connaître:

- Les nom et résidence de la personne à laquelle une pension a été accordée;
- La date de l'octroi de cette pension;
- Une description de l'immeuble possédé par un pensionnaire ou dans lequel il a un intérêt suffisant pour fins d'enregistrement.

2. L'avis doit être signé par le ministre ou par une personne autorisée par lui à cette fin.

3. Après l'enregistrement de cet avis contre un immeuble, le registraire ne peut effectuer aucun enregistrement d'un transport, vente ou cession de l'immeuble ou d'un intérêt dans icelui, ou d'aucun document créant une charge quelconque sur ledit immeuble ou sur tel intérêt dans icelui à moins que le consentement par écrit du ministre n'apparaisse à l'endos de la pièce même.

4. Un avis, enregistré en vertu des dispositions du présent article, peut être radié par un certificat signé par le ministre ou par une personne autorisée par lui à cette fin.

12. Au cas du décès de toute personne âgée de soixante-dix ans ou plus, les personnes visées par l'article 136 de la Loi de l'hygiène publique de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 186), qui enregistrent tel décès, doivent transmettre la formule visée par ledit article 136 dans un délai de quatre jours de la date de tel enregistrement au lieu de au cours des quinze jours tel que prévu audit article.

13. 1. Sauf lorsqu'ils sont incompatibles avec les dispositions de la présente loi ou de toute loi fédérale de pensions de vieillesse servant de base à un arrangement visé par l'article 2 de la présente loi, ou avec les dispositions des règlements adoptés en vertu de toute telle loi, le lieutenant-gouverneur en conseil a le pouvoir de faire et autoriser tels actes et choses et d'adopter, de temps à autre, tels arrêtés et règlements qu'il estime nécessaires ou opportuns pour la mise à exécution de la présente loi.

2. Sans restreindre la généralité des termes ci-dessus, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, peut adopter des règlements pour:

- Prescrire la forme et le mode de transmission de la demande de pension et les preuves qui doivent accompagner cette dernière;
- Déterminer la procédure à suivre par et devant l'officier qui considère des demandes de pension en vertu de la présente loi, et celle par la Commission des pensions de vieillesse, de Québec;

c. Réglementer quant à l'époque et au mode de paiement des pensions accordées en vertu de la présente loi; toutefois aucun chèque émis en faveur d'un pensionnaire ne peut être payé à moins que son endossement ne soit certifié par un ministre du culte, un juge de paix, un membre d'un conseil municipal ou un commissaire de la Cour supérieure;

d. Pourvoir, en sus de celle prévue à l'article 12, à la notification, au cas du décès d'un pensionnaire, ou de tous changements survenus affectant ses droits de pension;

e. Pourvoir au paiement d'une pension ou partie d'icelle accordée en vertu de la présente loi, avec le consentement du pensionnaire, à toute personne, association ou corporation qui s'occupe ou est responsable de l'entretien et de la garde de toute personne à qui une telle pension est accordée.

14. Les employés jugés nécessaires pour le bon fonctionnement de la présente loi peuvent être nommés et leur salaire fixé conformément aux dispositions de la Loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10), ou de la Loi du service civil extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitre 10A), selon le cas, et les dispositions de l'article 15 suivant s'appliquent au paiement desdits salaires.

15. Les montants que la province de Québec peut être appelée à dépenser en vertu des dispositions de la présente loi seront pris à même les deniers votés chaque année par la Législature à ces fins, et au cas où ils ne seraient pas votés, ou au cas où le crédit voté serait insuffisant, lesdits montants seront pris à même le fonds consolidé du revenu.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il le juge à propos aux fins de rembourser le fonds consolidé des montants payés à même ce fonds ou de payer tous ou partie des sommes requises pour la mise à exécution de la présente loi, autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen de bons ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

Ces bons ou rentes inscrites sont émises au taux d'intérêt, pour le temps, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine et sont payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indique.

16. Toute personne préposée à l'enregistrement des naissances, mariages ou décès, requis par le Code civil, doit, pour chaque décès enregistrer d'une personne âgée de soixante et dix ans ou plus, aviser le ministre de tel décès dans le délai et en la forme qu'il détermine. Le ministre peut fixer une rémunération pour cet avis.

17. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à étendre aux aveugles âgés de plus de quarante ans le bénéfice de la présente loi au cas où le gouvernement fédéral adopterait un amendement à la Loi des pensions de vieillesse permettant aux personnes souffrant de cécité totale de réclamer le bénéfice de cette loi dès l'âge de quarante ans révolus.

18. Le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, auquel il est référé dans la présente loi sous le nom de "ministre", est chargé de la mise à exécution de la présente loi.

19. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Les qualifications nécessaires pour obtenir une pension.

8. Des dispositions seront établies pour le versement d'une pension à chaque personne qui, à la date du commencement projeté de la pension,

- Est sujet britannique, ou, s'il s'agit d'une veuve, qui n'est pas sujet britannique, l'était avant son mariage;
- Avoir atteint l'âge de soixante-dix ans;
- A résidé au Canada pendant les vingt ans qui ont précédé immédiatement la date susdite;
- A résidé dans la province où est faite la demande de pension pendant les cinq ans qui ont précédé la date susdite;
- N'est pas un Indien aux termes de la Loi des Indiens;
- Ne perçoit pas un revenu qui équivaut à trois cent soixante-cinq dollars (\$365) par année, et
- N'a pas volontairement fait cession de ses biens ou transféré ses biens dans le but d'avoir droit à une pension.

9. La pension maximum à payer sera de deux cent quarante dollars par année (\$20.00 par mois), et elle peut être réduite jusqu'à concurrence de la somme du revenu du pensionnaire dépassant cent vingt-cinq dollars par année.

Old Age Pensions Act for the Province of Quebec

(Assented to, the 10th of June, 1936)

1. This act may be cited as the *Quebec Old Age Pensions Act*.

2. The Lieutenant-Governor in Council may enter into an agreement with the Governor-General in Council as to a general scheme of old age pensions in the Province pursuant to the provisions of any act of the Parliament of Canada heretofore or hereafter passed relating to old age pensions, and the regulations made thereunder, and for the payment by the Government of Canada to the Province quarterly of an amount equal to seventy-five per centum, or more of the net sum paid out during the preceding quarter by the Province for old age pensions pursuant to the provisions of this act.

3. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the payment of old age pensions to the persons and under the conditions specified in any act of the Parliament of Canada heretofore or hereafter passed relating to old age pensions and the regulations made thereunder.

4. The Lieutenant-Governor in Council may, for the purpose of this act, appoint an official for each county municipality or for a group of county municipalities or for other defined territory.

5. The Lieutenant-Governor in Council may also appoint a Commission, composed of three members, to be designated "Quebec Old Age Pensions Commission," which commission shall sit and hold its meetings at such place or places in the Province as may be determined by the Lieutenant-Governor in Council.

One of such commissioners shall be appointed president of the Commission and another of them vice-president thereof, by the Lieutenant-Governor in Council.

In case of the absence of the president or of his inability to act, the vice-president shall exercise the powers of the president.

Whenever the vice-president has acted for or instead of the president, it shall be presumed that he so acted in the absence or owing to disability of the president.

The Commission shall decide by the majority, and, if there be a tie, the president shall have a casting-vote. Two commissioners shall form a quorum.

In the case of any vacancy or vacancies among the members of the Commission by death, dismissal or other cause, the said Commission shall not be dissolved thereby but the Lieutenant-Governor in Council may appoint some other person or persons to fill any such vacancy or vacancies.

6. The remuneration of the officials and of the commissioners appointed under the preceding sections shall be such as shall be determined by the Lieutenant-Governor in Council and the provisions of section 15 of this act shall apply to the payment of such remuneration.

7. The application for a pension under this act shall be addressed in the first instance to the municipal council of the municipality in which the applicant resides, in such manner and accompanied by such proofs as the regulations may require, and the secretary-treasurer of the said municipality, or some other officer designated for the purpose by the municipal council thereof, shall forthwith forward the said application, with all accompanying documents, to the official contemplated under section 4 of this act who shall, after investigation, make a recommendation in writing upon such application and shall forward same, together with all papers and documents relating thereto, to the Quebec Old Age Pensions Commission.

Where the applicant resides in unorganized territory of the Province his said application for pension shall be addressed in the first instance to the above-mentioned official contemplated under section 4 of this act who shall subsequently proceed thereon in the manner indicated in the preceding paragraph.

For the purposes of any such investigation by the said official he shall possess and exercise all the powers conferred upon a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1925, chapter 8).

8. The Quebec Old Age Pensions Commission shall decide all applications for pensions under this act and its decisions shall be final, but the said Commission may reconsider any decision and may rescind, alter or amend any order previously made by it under the authority of this act.

The decision of the said Commission granting or refusing an application for pension, or rendered upon any reconsideration thereof, shall be com-

municated forthwith by a notice in writing, to the Minister and to the applicant.

9. Every pension granted under this act shall be exempt from provincial and municipal taxes and shall be unassignable and unseizable.

10. 1. Where a pensioner is the owner of a interest in a dwelling-house in which he resides and the Minister, on behalf of the Crown in the rights of the Province, accepts a transfer to him of such interest, the pension payable to the pensioner shall not be subject to any reduction in respect of the annual value of such interest, but the Minister shall, on the death of the pensioner, or upon his ceasing to use such dwelling-house as his place of residence, be entitled to sell the pensioner's interest therein and to retain out of the proceeds of such sale the amount of all payments made to the pensioner by way of pension in excess of the amount he would have received if such interest had not been transferred to the minister, together with interest on the said payments at the rate of five per centum per annum, compounded annually.

2. The Minister shall be entitled to recover out of the estate of any deceased pensioner, as a debt due by the pensioner to the Crown, the sum of the pension payments made to such pensioner from time to time, together with interest at the rate of five per centum per annum, compounded annually.

3. No claim shall be made by the Minister for the recovery of such debt directly or indirectly out of any part of the pensioner's estate which passes by will or on an intestacy to any other pensioner or to any person who has, since the granting of such pension or for the last three years during which such pension has continued to be paid, regularly, contributed to the support of the pensioner by the payment of money or otherwise to the extent which, having regard to the means of the person so having contributed, is considered by the Minister to be reasonable.

11. 1. Notice of the granting of a pension to any person may be registered in the proper registry office and shall set out,—

a. the name and residence of the person to whom a pension has been granted;

b. the date when the pension was granted;

c. a description of the immovable owned by a pensioner or in which he has an interest that is sufficient for the purpose of registration.

2. The notice shall be signed by the Minister or by any person authorized by him for the purpose.

3. After the registration of such notice against an immovable, no registrar may register any transfer, sale or conveyance thereof, nor of any interest therein, nor may he register any document constituting a charge against such immovable or such interest therein, unless in every such case the consent in writing of the Minister is endorsed thereon.

4. A notice registered under the provisions of this section may be discharged by a certificate signed by the Minister or by any person authorized by him for the purpose.

12. In the case of the death of any person aged seventy years or more, the persons contemplated under section 136 of the Quebec Public Health Act (Revised Statutes, 1925, chapter 186), registering such death, shall forward the form contemplated under the said section 136 within a delay of four days from the date of such registration instead of during the fifteen days therein provided.

13. 1. Except where they are inconsistent with the provisions of this act or of any Federal old age pensions act forming the basis of an agreement contemplated under section 2 of this act, or of the regulations passed thereunder, the Lieutenant-Governor in Council shall have power to do and authorize such acts and things and to make from time to time such orders and regulations as he may deem necessary or advisable for the carrying out of this act.

2. Without restricting the generality of the foregoing terms, the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister, may make regulations,—

a. prescribing the form and mode of forwarding of applications for pensions and the proofs to be furnished therewith;

b. respecting the procedure by and before the official considering applications for pensions under this act and that by the Quebec Old Age Pensions Commission;

c. regulating the time and mode of payment of pensions granted under this act; however, no cheque issued for a pensioner to be honoured except upon

the endorsement thereof being certified by a minister of a religious denomination, a justice of the peace, a member of a municipal council or a commissioner of the Superior Court;

d. providing for notification, in addition to that contemplated under section 12 of this act, in case of the death of a pensioner, or of any changes affecting his right to pension;

e. providing for the payment of any pension or part thereof granted under this act, with the consent of the pensioner, to any person, association or corporation undertaking or liable for the maintenance and care of any person to whom such a pension is granted.

14. The employees deemed necessary for the proper working of this act may be appointed and their salaries fixed in accordance with the provisions of the Civil Service Act (Revised Statutes, 1925, chapter 10) or of the Outside Service Act (Revised Statutes, 1925, chapter 10A), as the case may be and the provisions of the following section 15 shall apply to the payment of such salaries.

15. The sums which the Province of Quebec may be called upon to expend under the provisions of this act shall be appropriated out of the moneys voted each year by the Legislature for such purpose, and in the case where such moneys shall not have been voted, or if when voted they be insufficient, the said sums shall be taken out of the consolidated revenue fund.

The Lieutenant-Governor in Council may, if he deem it expedient for the purpose of reimbursing payments made out of the consolidated revenue fund, or of paying all or part of the sums required for the carrying out of this act, authorize the Provincial Treasurer to contract a loan or loans, by means of bonds or inscribed stock issued on the credit of the Province.

Such bonds or inscribed stock shall be issued at the rate of interest, for the term, in the form and for the amount which the Lieutenant-Governor in Council may determine, and shall be payable in interest and principal at the time and places which he may indicate.

16. Every person entrusted with the registration, as required by the Civil Code, of births, marriages and deaths must, for each death that is registered of a person aged seventy years or more, notify the Minister of such death within such delay and in such form as the said Minister may determine. The Minister may fix a remuneration for such notification.

17. The Lieutenant-Governor in Council is authorized to extend the benefit of this act to the blind, aged more than forty years, in the event of the Federal Government adopting an amendment to the Old Age Pensions Act permitting persons suffering from total blindness to claim the benefit of such act upon attaining the full age of forty years.

18. The Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, designated under this act as the "Minister," shall be charged with the carrying out of this act.

19. This act shall come into force on the day of its sanction.

Qualifications to obtain an old age pension.

8. Provision shall be made for the payment of a pension to every person who, at the date of the proposed commencement of the pension,

a) is a British subject, or, being a widow, who is not a British subject, was such before her marriage;

b) has attained the age of seventy years;

c) has resided in Canada for the twenty years immediately preceding the date aforesaid;

d) has resided in the province in which the application for pension is made for the five years immediately preceding the said date;

e) is not an Indian as defined by the Indian Act;

f) is not in receipt of an income of as much as three hundred and sixty-five dollars (\$365) a year, and

g) has not made any voluntary assignment or transfer of property for the purpose of qualifying for a pension.

9. The maximum pension payable shall be two hundred and forty dollars yearly (\$20 per month), which shall be subject to reduction by the amount of the income of the pensioner in excess of one hundred and twenty-five dollars a year.

The Godbout Programme

Constructive and Advanced. — Should Make a Wide and Successful Appeal.

By BERNARD ROSE.

The programme submitted to his fellow citizens by the Prime Minister of the Province is one that should commend itself to them. It is evidently the result of the fullest discussion between himself and his colleagues, and shows an understanding of the needs of those who constitute the producing element in the Province.

It can be truly designated as a programme for the masses rather than the classes.

The Honourable Mr. Godbout gives evidence of possessing a broad outlook. Being a farmer by profession, he has come into more intimate contact with the tillers of the soil than any of his several predecessors, who are members of the legal profession.

It seems a somewhat singular coincidence that the Prime Minister of our sister province, the Honourable Mr. Hepburn, should likewise be a farmer. The head of the Manitoba Government follows the same profession, and the Prime Minister of British Columbia is not a member of a learned profession.

The tendency seems to be in the direction of supporting and electing as Prime Ministers those who have had practical experience in a profession or calling that does not concern itself with matters that are litigious.

Mr. Godbout is a farmer in the best sense of the term, and one of whom his compatriots and the people of the province can well be proud. That he possesses qualities of the highest order, and a reputation that reflects credit upon himself and his compatriots, was evidenced in the honour paid him by McGill University when it conferred upon him the honorary degree of Doctor of Laws. He is able, modest, and democratic, and typifies all that is best in the race of which he is an eminent member.

I think that it can be properly said that the programme is one showing an appreciation of the needs of the people. Several of the reforms for which organized labor has agitated for more than a quarter of a century are included. I hardly think that what it contains relating to the welfare of the farmer can be improved or enlarged upon.

The farmer has been referred to on more than one occasion by friends of Premier Godbout as the backbone of the Province. I think we might likewise include all workers who are in any way gainfully employed.

It is the most advanced and constructive programme to be submitted by a Prime Minister since Confederation. It should make a wide appeal. No doubt, during the course of the campaign, those who will speak on behalf of Mr. Godbout's opponents will endeavor to make him responsible for the alleged sins and omissions of his predecessors.

I think it well to point out that the average worker is not so much interested in parties as he is in leaders and programmes. If he is satisfied that the leader is conscientious, capable, honest, and well-intentioned, and can be relied upon to carry out the programme submitted, he will vote for him regardless of the attacks made by those who appeal to him on the ground that they are his friends.

Conditions being what they are to-day, the worker expects that those who solicit his support will not only suggest, but execute a programme of legislation that will give him a larger measure of economic and social security than he has hitherto enjoyed. All that the worker seeks is the opportunity of earning a livelihood to properly support his family.

This opportunity is based upon his rights; first, as a human being; and secondly, as a citizen of a democratic country. The workers will not tolerate being exploited. They feel that the country they live in possesses — as it does — boundless resources, and entitles them to demand a measure of subsistence that will keep them in good health, and likewise provide against that insecurity which is the ever present fear of the worker, whose only capital consists of his labor.

The normal worker hates the very thought of being compelled to subsist upon the dole that is given him by the State, or philanthropic organizations. A government or leader that aims to provide employment instead of the dole is therefore deserving of his consideration.

In view of the interest in the welfare of the worker, which the programme manifests, and expanding still further, the function of government in a manner that will more directly benefit the worker and to meet present conditions, I would suggest that, in addition to the pledges contained in the programme, the following be added:

1. An Industrial Court composed of three members, each of whom must have a full understanding of social and labor legislation, and members of the Bar of the Province, of not less than fifteen years standing. This Court would have jurisdiction in all matters and litigious disputes arising from the relation of employer and employee. It would have both original and appellant jurisdiction. No fees of any kind should be charged those seeking the Court's aid. A tribunal of this kind is one that is urgently required and would inspire confidence in the workers. All matters coming before it could be treated summarily by one judge, or the Bench as a whole. Where a case came before a single judge, the worker would have the right of appeal to a majority.

2. The Industrial Disputes Investigation Act, which now applies only in the case of disputes between workers employed in public utilities, should be extended to cover all industries, occupations and services in which men or women are gainfully employed. The unfortunate conditions that prevail in callings and trades to-day are the result of the unorganized state of the workers. Where a group were exploited or refused redress by an employer, and an Act such as the one suggested was in effect, application for a Board of Conciliation or enquiry by a Conciliation Officer would encourage the workers to form unions and obtain that redress in the matters of salaries and

DEMANDEZ

LA BIÈRE

POPULAIRE

ASK FOR

THE POPULAR
BEER

MOLSON

Brassée à Montréal
depuis

150 ANS

Brewed in Montreal
since

150 YEARS

working conditions, which, in their opinion, made their grievance a just one.

3. The government should likewise make a positive declaration in the matter of the workers' right to join unions of their choice, and collectively bargain with employers in the matter of wages, hours, and working conditions. The declaration should contain a provision, that any interference or abridgment of the workers' right to organize, would warrant further legislative intervention by the Government to protect the worker in the exercise of this right.

Quebec was the first to lead in the adoption of a Workmen's Compensation Act, and also led in the adoption of the Law relating to the Collective Agreement.

With a youthful Prime Minister appreciative of his responsibilities and opportunities, the prospects for securing further legislation are indeed promising.

The Government in power in Ottawa is directed by one who has, throughout the whole of his career, shown himself intensely sympathetic in all that relates to the welfare of the people.

The workers during the coming election will have ample time to study the programmes submitted to them by the respective leaders.

That of Mr. Godbout and his colleagues is one that merits their sympathetic appreciation and support.

RELIEF CAMPS FOR JOBLESS GIRLS

The announcement made by Deputy Works Progress Administrator Aubrey Williams that part of \$71,250,000 allotted the National Youth Administration will be used to establish fifty camps for needy unemployed girls similar to the Civilian Conservation Corps for unemployed young men will undoubtedly receive generous public approval.

The campers will all be drawn from relief rolls. Mr. Williams said they "will engage in educational vocations and recreational projects, as well as doing light landscaping and similar work."

The projects will be administered directly by the Works Progress Administration, without the Army supervision and discipline which characterizes CCC camps.

According to present plans the camps will be located in almost all of the 48 states. Girls must be "in need of relief." The age limits are 18 to 25 years. Campers will be paid a small salary in addition to Government expenses for living costs.

In a general way the new camps are a continuation of projects started by the adult education program of the old Federal Emergency Relief Administration.

During the last two years the Government has financed ninety camps for unemployed girls for terms ranging from two to three months.

Under the plan outlined by Mr. Williams, the girls will be given a combination course of home economics, recreation supervision and health training. After they leave the camps, Federal employment agencies will aid them in securing jobs.

Teachers in the camps will be taken where possible from unemployed instructors, although relief roll listing is not a necessary qualification.

A barn door slamming in the winter's wind day after day talks louder and meaner than the town's worst gossip.

* * *

We are "building up to an awful let-down" unless we maintain Union Wages, shorten hours and buy Union Label goods.

* * *

Let's have a new theme song entitled, "Cut the Hours and Not the Pay!"

ROMANTIC BIRTH OF LITHOGRAPHY

According to a writer in the British and Colonial Printer and Stationer the art of lithography developed from an unusual incident in the life of Alois Senefelder, credited with the discovery of lithography in 1835. The story is thus related:

After the first triumphant performance of Mozart's opera, "Don Juan," at Munich, the theatre was deserted by all except one man. Alois Senefelder had still much to do. After seeing carefully around the stage that no sparks had ignited about the theatre, he retired to his little room to stamp the theatre tickets for the following day. As he entered the room he had three things in his hand — a polished whetstone for razors, which he had purchased, a ticket stamp moistened with printer's ink and a check on the theatre treasury for his weekly pay. He placed the check on the table, when a gust of wind took it, swept it high up in his room for a moment, and then dropped it in a basin filled with water.

Senefelder took the wet paper, dried it as well as he could, and then, to make sure of it, weighted it down with the whetstone, on which he had before carelessly placed the printing stamp. Returning to his room on the following morning he was surprised to see the letters of the stamp printed with remarkable accuracy upon the damp paper. He gazed long at the check; a sudden thought flashed through his brain; he wondered if by some means he could not save himself the weary trouble he continually had of copying the songs of the chorus. That very morning he went out and purchased a larger stone, and commenced to make experiments, and finally succeeded in discovering the art of printing from stone — lithography.

Man power will not be utilized unless workers and their families use their buying power.

* * *

The stretch-out, speed-up and "chisel-in" can all be offset by buying Union-labeled goods.

* * *

The Union Label and the Labor Union are the pioneers of higher wages and shorter hours.



WE DO OUR PART —

Members of the Boot & Shoe Workers' Union for 40 Years and to-day Canada's ONLY Men's Shoe Manufacturer belonging to the UNION.

THE SLATER SHOE COMPANY
MONTREAL CANADA

Insist Upon the UNION STAMP!



What Is It — And Why?

Symbol of fairness.
 Guardian of workers' rights.
 Friend alike of man, woman and child.
 The wealth of Midas can not purchase it.
 The stroke of a pen may win its best endeavors.
 Wordless, it speaks in all languages and to all people.
 Courts of law dare not infringe its rights or nullify its power.
 Voiceless, it sings in praise of those who apply the Golden Rule to business.
 It is the emblem of unity and co-operation between employer and employee.
 Harmless, it is the most feared insignia to those who espouse the "open shop."
 Lusterless, it shines above and beyond the world's largest and strongest beacon light.
 Peaceful, it is the guarantee of peace to the industrial world and those who live therein.
 Modest, it stands for the noblest sentiments and loftiest aspirations of the human race.
 Indestructible and incorruptible, it is the brightest gem in the crown of organized labor.
 It cements and strengthens business relationship and makes of the purchaser a partner in the transaction.
 With it a little child may wield an influence that might well be envied by the world's strongest and greatest.
 Wherever it appears it is a sign by and through which those who toil may conquer the oppressors of humanity.
 Yet young, it will live forever — the file marker of unionists of today and the guiding star of generations yet unborn — it is the UNION LABEL.

Economic Plans and Combatting the Crisis

From its very beginning, the economic policy of the International Trade Union Movement has always been directed towards fighting for what is actually obtainable by practical proposals. The economic demands of the Trade Unions have become steadily more systematic throughout the post-war years. This work was first of all expressed in the International Federation of Trade Unions' Economic Policy and then in the Demands for Economic Planning, which were adopted by the Brussels Congress of the International Federation of Trade Unions in 1933.

This started a new era in Trade Union economic policy, with the idea of economic planning as the driving force in the day-to-day fight of the Unions and the struggle against Fascism. The proposals for systematic reconstruction of the whole of industry as a way out of the world economic crisis, and out of the economic and social decay have made headway throughout the world in the last few years at a rate seldom seen. This is in large measure due to the International Federation of Trade Unions and the International Trade Union Movement. Only a few months after the Brussels Congress, economic plans had been drawn up in Belgium, Switzerland and France, and these countries were followed by Estonia, Czechoslovakia, Holland and Poland. In Great Britain detailed plans for socialization of the iron and steel industry and the cotton industry were adopted.

Economic planning will occupy a prominent place in the discussion of economic questions and the fight against the crisis which will take place at this year's International Trade Union Congress in London, as at all earlier ones. As has already been mentioned, the idea has made such progress in many countries that detailed plans have already become the central point of Trade Union propaganda for overcoming the crisis. But this does not in any way exhaust the task of the Unions, the movement has just reached the stage which requires much closer international collaboration.

The demands put forward in some countries cannot really be described as economic plans proper, for these "plans" are often only an enumeration of economic, social and cultural demands, without the decisive characteristic — the constructive aim of transforming at present capitalist machinery by measures of planning — which stamps the real economic plan.

It must always be remembered that nothing could be more disastrous for the development of the idea than observance of a stereotyped formula. Each country has its own special characteristics, and its own history and tradition, and each people has its own mentality. These naturally demand different forms of planning, but what is necessary and possible — and seems to us the first task to be undertaken — is the systematic work of international collaboration which will bring success nearer.

The Congress will therefore not only deal with the question in a special committee, but will also consider the formation of an inter-Trade Union Plan Committee, to function as a permanent study committee to clear up all the details of economic planning through close international collaboration.

To many people it may appear as if the work is premature, and it is certainly true that the whole movement is very young and that up till now there is no body of practice, which will probably be necessary before accurate conclusions can be drawn as to the functioning of planning in many fields. But it must not be overlooked that useful work can be done without practice, and that there are a number of semi-planning experiments, even if capitalist ones, which are very instructive and are giving results which must be utilized in the future. In addition, closer international collaboration in the sphere of economic planning will clear up certain questions of theory, to the benefit of the Movement. The documentary statement on this question, submitted in connection with Mertens' report, contains useful indications on the point.

As things stand at present, no new demands are to be expected from the Congress. Developments up till now have proved that the Trade Union Movement's economic conception is the right one and promises success for the future. The task now is to increase the impulse in this direction, in order to win over those sections of the people which have up till now just adopted a waiting attitude towards economic planning. The second and no less important task is, as already mentioned, the examination of all the details so that clear lines can be laid down for the time when the Trade Unions' demands can actually be put into practice.

In preparing for this moment and carrying on with the work in the mean-



Cette RÉELLE
 SAVEUR de
 HOLLANDE

40 ONCES, \$2.65

En vente au
 Canada depuis
 plus de 100 ans.

GIN FLACON PLAT, 26 ONCES,
 85¢ \$1.90
 de KUYPER

Distillateurs, Rotterdam, Hollande, Maison fondée en 1695. 148P

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN de KUYPER & SON.

Geneva, the Forty-Hour Week and the International Trade Union Congress

In the last resort, the international results obtained in Geneva can only confirm what is obtained nationally. This axiom is now universally recognized, and is not only in place to supply consolation for a lack of success at Geneva, but has a real meaning as long as Geneva really performs useful work.

This year the phrase has lost its meaning, since, on the question of the forty-hour week, one of the most important problems of our times, on which the whole fate of our society may depend, the International Labor Conference has actually prevented the international consolidation of what has already been achieved or is about to be achieved in the national sphere.

The employers, who obtain so much success with the petty bourgeoisie with the argument that they are themselves in favor of rational reforms but will not grant them if they are demanded with menaces, have never demonstrated their cynical hypocrisy more clearly.

In France, where they refused for years to accept collective agreements and reduction of hours of work, they have had to give in under the pressure of recent events. On the restful shores of the lake at Geneva, however, where nothing could happen to them and everything was carried on with diplomatic politeness, they have sabotaged the forty-hour week — which they have always sabotaged — more systematically than ever. They have proved that the class struggle is not in invention of the truculent workers but the inevitable result of the employers' narrow-minded hatred.

Without resorting to threats, the delegates of the Trades Unions of all countries demanded the forty-hour week, in the interests of twenty-five million unemployed, who would rather have work than relief and who can never find a place in industry again, in view of present and future technical progress. They could not be moved from their resolute stand by any amount of manoeuvring and backstairs methods but they were compelled to give up the only sensible solution — an all-in International Convention, of which the necessity is always emphasized by the employers when they are trying to avoid national treatment of the question — for the procedure of separate Conventions for specific industries. And now they find, that, just at this time, when the necessary bases for international action have been laid down in some very important countries, three of the four separate Conventions are defeated!

While the Convention on Public Works was adopted by 79 votes to 38, the Convention on the building industry and civil engineering only obtained 71 votes (against 42), that on the iron and steel industry was only 67 (against 40) and that on coal-mining only 66 (against 37), the necessary two-thirds not being reached in these three cases. If there had not been other ways of keeping the question on the agenda, the 1936 Conference would have buried *sine die* the whole question of international reduction of hours of work.

This is the handiwork of the employers and of certain cowardly governments which abstained from voting or, as in the case of Great Britain and Holland, actually voted against the Conventions (while the government delegates of Belgium, Czechoslovakia, France, Spain, and the United States were particularly energetically in favor).

For the Trade Unions, it is now more than ever a matter of national work and national campaigns. The journey from the International Labor Conference in Geneva to the Seventh International Trade Union Congress in London becomes symbolical for the delegates of the free Trade Unions — they will travel via Paris and Brussels, where Bills introducing the forty-hour week have already been promoted or placed on the statute book.

What Jouhaux said in Geneva when the decisive vote was taken makes clear where the responsibility lies for the further development of events: "The demand for reduction of hours of work does not arise only from the wish of man but also from the development of the machine. It must be put through. You will be compelled to accept it, either on grounds of common sense or by force. See to it that we are not compelled to rely solely on force!"

time, the International Trade Union Movement will always bear in mind that economic problems can only be solved in connection with general social developments, if realities are to be observed. It will therefore continue the fight for the day-to-day demands of the forty-hour week, creation of employment, wages, freedom of association, etc., and the fight for economic planning not for its own sake alone, but as part of the struggle against Fascism.

There will in future be a continual need for demonstration that it is not the empty form out the actual content which characterizes real economic planning as the Unions understand it. Here lies the line of demarcation from the Fascist and capitalist manoeuvres, whose only common factor with economic planning is the name they have stolen. — IFTU.



FROM NEAR AND FAR

Ottawa. — A downward tendency of industrial employment was indicated during the period January 1 to June 1. Adjusted for seasonal variations, the monthly indexes were:

January 1	106.1
February 1	103.9
March 1	103.7
April 1	103.2
May 1	102.4
June 1	100.5

Since industrial production has been on the whole increasing, what is evidently indicated is increasing technological unemployment, more output per worker resulting in a relative displacement of labor.

* * *

Sir: — The Equitist Plan and the Social Credit idea of "monetizing" production are more than a century ago. In 1832, Robert Owen, the Utopian Socialist, organized a labor note bank and a chain of labor-exchange bazaars or stores. Production was monetized in this way: the producer turning in an article at one of the stores was given a note showing how many hours of labor he had expended on the production on the article. This labor note "money" was good at any of the stores for the purchase of articles representing an equal number of labor hours.

In a short time there were over 250 such stores in the chief cities of England and Scotland. They did a land office business for a while.

But presently the stores were overstocked with articles which had required many labor hours to produce. At the same time, they found themselves short of goods for which there was a demand. On the one hand, there were surplus stock of unwanted goods; on the other, there were surplus labor notes in the hands of clients who could not use them because the stores lacked the goods they wanted.

The organization abandoned its principles in the hope of saving the stores. The prices of goods in demand, expressed in labor notes, was marked up; that is, the value or purchasing power of the labor note "money" depreciated. And soon the Utopian enterprise collapsed.

Similar enterprises in the United States also failed.

These Utopians were prompted by the theory of value of David Ricardo, London banker, and chief of the classical school of economists. This theory was that labor was the source of value, and labor time the measure of the magnitude of value. It had been hailed as the revolutionary formula of the emancipation of the workers. The Utopians practicable demonstration of fits fallacy prepared the way for the Socialist theory of value, implicit in which is the necessity of economic planning to assure the production of goods in the right proportions required to meet the needs of the people. The labor-exchange stores failed because the need of having goods produced in the proportions required by their customers had been ignored. This necessity of proportional production cannot be met by any kind of "managed currency."

C. McKAY.

* * *

Sir: — John Blackmore, M.P., Social Credit leader, says: "Let the cattle grower make tickets to represent his cattle; the grain growers make tickets to represent his grain; other producers make tickets to represent their products. Now we have monetized production. We have created an equivalent purchasing power for each product. We can consume all we produce."

Mr. Farmer comes to town; sells his produce for \$1; then buys \$1 worth of groceries. The identical dollar has served to transfer \$2 worth of goods to consumers. If Mr. Farmer also created a ticket dollar, he would, after selling his produce, have \$2 to spend. And if he was then able to buy \$2 worth of groceries he would obtain half the groceries without more effort than making a ticket. Mr. Farmer would have become a high financier.

Suppose you could force people to accept "ticket money" created by producers. How would the producer of boots figure the exchange value of his products in terms of this "ticket money"?

Real money must be a thing of intrinsic value because its first chief function is

that of a measure of the exchange value of all other commodities. Naive persons say money should be a yard stick. But a yard stick only measures dimensions; it does not tell you anything about the quality or value of a piece of cloth. In its function as a medium of exchange real money can be replaced by its symbols or deputies — bank notes representing a first lien upon bank assets. But a commodity money, such as gold or silver, is a vital requirement of the commodity producing society. If now experiments are being made with "managed currencies," that signifies that the system is tottering on an insecure base. The capitalist nations are drifting to another great war because the capitalist class can see no other way of prolonging the life of a crazy system.

A full-fledged capitalist monopoly, or state capitalism could dispense with the use of real money and issue tickets as a medium of exchange. But Social Credit proposes to preserve competitive capitalism while destroying the standard of value which is vital to its existence.

The theory of a ticket money was developed by the spokesmen of the English shop-keeping class in the 17th century. What gave it birth was the hope that all commodities could somehow be given the prerogative of money, that is, of entering the market as a demand as well as an offer. That would be fine for the producers. But if you wish to preserve the production of commodities — things for exchange in a competitive market — you must put up with the anarchical consequences. The anarchy of production, which is the cause of so much misery, is at the same time the source of all the progress which can be made under the system.

C. McK.

90-CENT HOUR FOR BUILDERS

Windsor, Ont., July 13. — Ninety cents an hour for bricklayers and stonemasons in the Windsor area was fixed as the minimum wage in the new schedule drawn up by employers and employees, conferring with Louis Fine, industrial standards officer, here recently.

Substantially similar to the old schedule it replaces, the new agreement also provides for a 40-hour working week from Monday to Friday inclusive. The wage scale is doubled for all overtime work except emergency repairs, where health or property is at stake.

Most important change agreed upon was a clause to compel trust companies and other large property holders to pay the minimum wage on repair work in apartments and houses. These companies, however, are still exempt from the wage and hour scale, when employing full time maintenance men for repairs on industrial premises.

PENSION LAWS LIBERALIZED

Laws liberalizing old age pensions were passed in two states recently.

Governor Lehman of New York signed a bill reducing the pension age in that State from 70 to 65.

The California legislature voted to raise the minimum amount of monthly old age pensions from \$20 to \$35.

In Illinois the lower house passed a bill designed to permit Illinois aged to benefit from federal government grants. The law amended the previous pension law to conform with federal requirements.

WINS UNION AGREEMENT

Hamilton, Ont., July 12. — With a smashing victory against the Diana Tea Rooms, the local union of the Hotel and Restaurant Workers' International Alliance went on to another success with the signing of a union agreement with the proprietor of the Normandie Grill on Saturday. The new agreement will be on the basis of a six-day week, nine-hour day, no decrease in the present wage scales and no discrimination.

This makes a total of three restaurants in Hamilton to reach an agreement with the union in the last few weeks, the other being the New Service Cafe.

LE MONDE OUVRIER

The Labor World

Rédigé en collaboration

Le porte-parole des ouvriers organisés de la province de Québec

The Bilingual Mouthpiece of the Province of Quebec Organized Workers



Member of the International Labor Press
Membre de la Presse Internationale Ouvrière d'Amérique

BEN. DROLET
Gérant de la circulation
Circulation Manager

Tél. Lancaster 3858

Salon de Fleurs St-Denis
1590, RUE SAINT-DENIS, (Édifice du Théâtre St-Denis)

Spécialités:
Bouquets de Noces, Tributs Floraux
Escompte de 10% aux lecteurs du "Monde Ouvrier"

Mme J. Z. PILON. Rés. Harbour 7901

PLATEAU 0762

AVENUE TAVERN

100% ORGANIZED

Light and Dark Ales and Lagers
Special Parlor for Ladies

1445 Bleury Street, MONTREAL
Opposite Imperial Theatre

The Canadian Converters Company, Limited

470 LAGAUCHETIERE ST. WEST
MONTREAL

A GREAT CANADIAN INDUSTRY



DOMINION TEXTILE CO. LIMITED

DOMINION BRIDGE CO. Limited

Head Office and Works at
LACHINE, P. Q.

Branch Works:

Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

A lesson from the depression—Be a Civil Servant—Postman, Customs Examiner, Clerk, Stenographer, etc. Free Booklet "How to get a Government Job." M.C.C. Civil Service School, Toronto (10)

There is a satisfied feeling about buying goods and services that better the wage and hour standards of fellow workers.

* * *

The Supreme Court may "knock out" the New Deal laws, but it can't find the Union Label unconstitutional.

* * *

Every Union-earned dollar spent for Union Label goods is a vote for the "Square Deal."

NOTICE OF APPLICATION FOR DIVORCE

Notice is hereby given that WILLIAM EDWARD CONNOR, of the City of Verdun, District of Montreal, in the County of Hochelaga, in the Province of Quebec, pattern maker, husband of MARY ELSIE TURRIFF, of the City and District of Montreal, County of Hochelaga, Province of Quebec, will apply to the Parliament of Canada, at the present session or the next session thereof, for a Bill of Divorce from his wife, the said MARY ELSIE TURRIFF, on the grounds of adultery and desertion.

Dated at Montreal, in the Province of Quebec, this twenty-ninth day of June, A. D. nineteen hundred and thirty-six.

JOSEPH K. MERGLER,
Attorney for Applicant,
Room 705, Tramways Building,
Montreal.

27-31



Our Leading Amusement Places

Dans nos Théâtres

PALACE

CLARK GABLE
JEANNETTE McDONALD in
SAN FRANCISCO
with SPENCER TRACY, JACK HOLT, JESSIE RALPH, TED HEALY

CAPITOL

MARION DAVIES
Dick POWELL in
'Hearts Divided'

Also
"The LAW in HER HANDS"
Marg. Lindsay, Glenda Farrell

PRINCESS THEATRE

JESSIE MATTHEWS and
ROB'T. YOUNG in
"It's Love Again"

Added Attraction
"OURSELVES ALONE"
with John Loder, Antoinette Cellier

10-1, 25c; 1-6, 35c. — Week Days
Saturday & Sunday Aft.: 40c; 6-11, 50c.

Faites vos achats de
MERCERIES et VETEMENTS

FASHION-CRAFT

chez LECHASSEUR, Limitée

974 ouest, rue Sainte-Catherine
281 est, rue Sainte-Catherine
375 ouest, rue Saint-Jacques

J. SYLVIO MATHIEU

SERVICE DE TOILETTE

Tabliers, Jaquettes, Gilets, Nappes, Napkins, Serviettes de bariers, etc., et tout autre article à l'usage de la toilette.

LINGE DE FAMILLE A LA LIVRE

Buanderie: 1871, rue CARTIER
Tél.: AMherst 8586

Résidence: 3851, rue Danduraut
Tél.: CLairval 2230

The Windsor Hotel

ON DOMINION SQUARE
MONTREAL

J. ALDERIC RAYMOND
Vice-Président

Wires and Cables—Telephone Apparatus—Fire Alarm and Police Signalling Systems — Radio Transmitting and Receiving Equipment.

Made in Canada by

Northern Electric

Plant and General Offices
MONTREAL, P. Q.

All Imperial products are manufactured in Canada by Canadian Workmen, at our six modern Refineries one of which is located at Montreal East.

IMPERIAL OIL LIMITED